

## I. Introduction

Le projet de communication participative (PCP) est une initiative du CRDI exécutée par le CILSS à partir de 2000 au Tchad et au Burkina Faso dans le cadre de la mise en œuvre de la convention internationale contre la désertification (CCD) adoptée par les Nations - unies en 1994.

Il repose sur l'idée que la plupart des stratégies de communication utilisées dans la lutte contre la désertification mettent l'accent sur la diffusion d'informations et de messages de persuasion et de mobilisation. Or, ces actions ont eu peu d'impacts sur la participation des communautés aux actions de développement initiées en leur nom. D'où l'idée de mettre en œuvre un projet de communication participative en appui à des actions de lutte contre la désertification au Sahel.

La 1<sup>ère</sup> phase du projet s'est étalée sur deux ans, de 2000 à 2002. Elle avait pour objectif global l'élaboration et l'expérimentation de stratégies de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification. Elle s'est achevée en mai 2002 par une table ronde régionale organisée à Bobo (Burkina) ayant regroupé les représentants des communautés locales, autorités du CILSS, les représentants des Etats membres, les ONG.... Après analyse et validation des résultats, la table-ronde a recommandé entre autres, que la méthodologie soit diffusée et mise à la disposition de l'ensemble des pays du CILSS dans le cadre de la mise en œuvre des plans d'action nationaux de lutte contre la désertification (PAN/LCD).

C'est ainsi que le CILSS a élaboré et soumis une 2<sup>e</sup> phase au CRDI qui a lui octroyé une subvention pour une durée de trois ans. Cette 2<sup>e</sup> phase va de juillet 2004 à juin 2007 et couvre, en plus du Burkina Faso et du Tchad, trois nouveaux pays : le Cap Vert, la Gambie et la Mauritanie.

Sur le plan institutionnel, le PCP a successivement relevé du programme majeur gestion des ressources naturelles (PM/GRN), puis de la cellule communication du CILSS.

Un expert en communication participative est responsable du projet à l'échelon régional au sein de l'unité d'appui au management en communication/information /documentation (UAM-CID) au secrétariat exécutif du CILSS.

Dans les pays, un chargé de suivi national assiste les animateurs des sites du projet dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi/évaluation des activités.

La 2<sup>e</sup> phase a démarré avec la tenue de l'atelier régional de formation en méthodologie communication participative du 22 au 26 novembre 2004 à Bamako à l'intention des formateurs nationaux. Il a permis de leur fournir les notions de base en communication participative. La méthodologie de mise en œuvre du PCP phase II, a consisté à former un noyau de trois personnes par pays, pour s'approprier les outils et les transmettre aux acteurs nationaux avec l'appui de la coordination régionale. Ce sont :

- le coordonnateur de la convention contre la désertification (CCD)
- un coordonnateur national du projet de communication participative (PCP)
- le Secrétaire permanent du comité national du Cilss (SP/Conacilss).

## 2. Objectif général

Identifier et mettre en place les modalités permettant de faciliter l'appropriation de la démarche de communication participative par les différents programmes du CILSS ainsi que par les organes nationaux de coordination de la CCD des Etats membres, afin que les PAN/LCD soient mis en œuvre de la façon la plus participative et de faciliter la participation communautaire dans la lutte contre la désertification.

### **Objectif spécifique 1**

Faciliter l'utilisation de la démarche de communication participative dans les programmes du CILSS.

### **Objectif spécifique 2**

Mettre la démarche de communication participative pour le développement à la disposition des organes nationaux de coordination de la CCD dans les pays du CILSS.

### **Objectif spécifique 3**

Appuyer des initiatives communautaires de lutte contre la désertification dans les nouveaux pays participants à la recherche.

## **3. Activités réalisées**

### **3.1 Par rapport à l'objectif spécifique 1**

La mise en œuvre de cet objectif a été différée jusqu'en 2005 compte tenu du processus de restructuration du CILSS en cours depuis 2004. A présent que la mise en place des nouvelles structures est presque achevée, un document de travail a été adressé aux autorités du CILSS en vue d'autoriser l'exécution de l'objectif spécifique 1.

### **3.2 Par rapport à l'objectif spécifique 2<sup>1</sup>**

Une session d'initiation des formateurs en méthodologie de communication participative a été organisée du 22 au 26 novembre 2004 à Bamako (Mali) à l'intention de neuf formateurs venus des pays couverts par le PCP. L'atelier a été conjointement organisé par le CILSS et l'Icraf<sup>2</sup>/Mali. Chaque pays s'est doté d'un noyau de trois formateurs en méthodologie de communication participative.

Mais toutes les étapes de la planification n'ont pas été abordées en raison de la présence de participants francophones et anglophones qui a réduit pratiquement de moitié le temps consacré aux travaux. En ce sens que la traduction simultanée n'a pas été prévue. De telle sorte qu'il fallait traduire toutes les interventions du Français vers l'Anglais et vice-versa.

### **3.2 Par rapport à l'objectif spécifique 3<sup>3</sup>**

Les quatre ateliers nationaux d'initiation /planification inscrits dans le plan d'opération 05 ont été exécutés selon le calendrier suivant :

1. la Mauritanie, du 25 mars au 7 avril 2005 à Nouakchott
2. La Gambie, du 17 au 25 mai 2005 à Kerewan
3. Le Burkina Faso, du 20 au 26 juin 2005 à Bobo.
4. Le Tchad, du 18 au 26 juillet 2005 à Darda.

A ce jour, les quatre pays (Burkina Faso, Gambie, Mauritanie et Tchad) disposent :

- d'animateurs et de représentants des communautés et de partenaires techniques formés en méthodologie de communication participative.
- de plans d'action d'activités de communication.

---

<sup>1</sup> Voir rapport de l'atelier en annexe

<sup>2</sup> Centre international de recherche en agro-foresterie

<sup>3</sup> Le Cap Vert a souhaité différer la mise en œuvre du projet

## **4. Les ateliers nationaux**

### **4.1. Généralités**

Les ateliers nationaux ont pour objectifs :

- Initier les représentants des communautés, les animateurs et les partenaires techniques en méthodologie de communication participative pour le développement ;
- Planifier les activités de recherche/action en esquissant par site :
  - un plan d'action ;
  - un chronogramme d'activités ;
  - les outils de suivi et d'évaluation ;
  - un budget détaillé.

### **4.2. Résultats attendus**

- Les animateurs et les représentants des communautés sont formés en méthodologie de communication participative pour le développement et sont capables de mettre en œuvre les plans d'action ;
- Un plan d'action est disponible par site ;
- Les outils de suivi et d'évaluation sont définis ;
- Un budget est disponible par site.

### **4.3. Contenu**

Quatre modules sont dispensés :

- les notions de base de la communication et le concept de la communication participative pour le développement
- les outils de communication
- le rôle et les qualités des communicateurs/animateurs
- les différentes phases de la communication participative.

Les ateliers se déroulent en trois étapes :

- une phase théorique sur les concepts de base de la CPD
- une phase de terrain pour la collecte des données
- une phase d'exploitation des données et de planification des activités.

### **4.4. Déroulement**

Les journées de l'atelier se sont déroulées globalement de la façon suivante :

- 1) mise en train des participants dès l'ouverture par l'équipe de restitution de la veille ;
- 2) compte rendu de la journée écoulée ;
- 3) début du programme de la journée.

A la fin de chaque journée, une évaluation est faite avec le questionnaire suivant :

- aspects positifs de la journée ;
- aspects négatifs ;
- commentaires.

Auparavant, une évaluation initiale est faite au début de chaque atelier pour apprécier le niveau des participants et l'évolution de leurs capacités à la fin de l'atelier.

Le résultat de l'évaluation finale des ateliers permet de cerner les besoins futurs en renforcement de capacité.

#### **4.5. Visite de terrain**

Compte tenu des contraintes de calendrier, un site a été visité au Burkina Faso, deux en Mauritanie, deux en Gambie et un au Tchad.

Les autres sites font leur diagnostic avec les représentants des communautés présents à l'atelier. Une phase de restitution est prévue pour valider les projets de plans d'action élaborés par les représentants des communautés avec l'appui des animateurs des sites au cours des ateliers.

Toutes ces visites visaient à appliquer la 1<sup>ère</sup> étape de la planification, c'est-à-dire le diagnostic.

A retenir que les visites ont pour objectifs :

- Prendre contact avec les autorités locales, les partenaires, les communautés et leur présenter le PCP, ses activités, ses objectifs, son coordonnateur national.
- Recueillir les données nécessaires à l'élaboration des plans d'action.
- Initier le coordonnateur national et les animateurs à l'organisation et à la conduite des rencontres avec les communautés.

La préparation de la visite de terrain débouche sur l'élaboration des guides d'entretien.

Les participants à l'atelier se répartissent en groupes en fonction des cibles potentielles à rencontrer sur le terrain (hommes, femmes, intervenants, autorités...).

Le nombre de groupes à rencontrer est fonction des caractéristiques propres à chaque site visité. D'abord les participants font une visite de courtoisie aux autorités traditionnelles, religieuses et coutumières. Puis, ils organisent les débats publics avec les groupes présents (femmes, hommes, groupements, jeunes...), ensemble ou séparément. Les réaménagements nécessaires sont opérés. Généralement, les rencontres se font séparément pour favoriser l'expression, la prise de parole des groupes dits faibles ou marginalisés.

#### **4.6. Exploitation des données**

Au retour de la visite, les données sont exploitées, analysées en travaux de groupes et discutées en plénière. Trois exercices ont été proposés aux participants :

**1.** A partir des informations ramenées du terrain, veuillez procéder au classement de celles-ci à partir de la grille suivante.  
activités principales menées ; difficultés recensées ; causes liées aux difficultés ; solutions envisagées.

**2** Une fois les solutions envisagées définies, veuillez procéder à leur hiérarchisation, puis dégager les besoins matériels et les besoins en communication

**3.** A partir des besoins en communication, formuler :  
les objectifs de communication,  
identifier les activités de communication,  
choisir les outils de communication appropriés,  
les canaux de communication,  
les groupes-cibles,  
les éléments du budget.

La série d'exercices se termine par le pré test du matériel et l'élaboration du plan de suivi.

Au cours du 1<sup>er</sup> exercice, chaque groupe (site) recense les activités principales, les difficultés rencontrées et leurs causes ainsi que les solutions préconisées par la communauté pour les résoudre.

Puis, les groupes restituent en plénière. Un débat est ouvert pour amender ou/et enrichir les rapports. A l'issue des discussions, soit le rapport est adopté, soit le groupe est invité à revoir sa copie en fonction des observations de la plénière.

Le 2<sup>e</sup> exercice consiste à hiérarchiser les solutions préconisées dans le 1<sup>er</sup> exercice et à énumérer, pour chaque cas, les besoins en matériel et ceux en communication.

Le 3<sup>e</sup> exercice porte sur la formulation des objectifs et des activités de communication, l'identification des canaux, des thèmes et des groupes/cibles ; le pré test. Avant de clore l'exercice par l'élaboration du plan de suivi/évaluation qui comporte les points suivants : activité, période, lieu, responsable, budget.

# Mauritanie

Les partenaires du PCP sont deux ONG :

- le « *Projet pilote de lutte contre la désertification et la pauvreté dans la wilaya du Brakna – Moughataa d'Aleg, commune de Mâle* » mis en œuvre par l'ANDS<sup>4</sup> à Lemoudou.
- le "*Projet de réhabilitation d'un espace communautaire dégradé*" mis en œuvre par l'ADD<sup>5</sup> à Baréïna.

Les deux projets bénéficient d'un financement de la coopération française à travers l'Initiative régionale environnement mondial (IREM/LCD).

---

<sup>4</sup> Association nationale pour le développement et le secours

<sup>5</sup> Association pour le développement durable

## Contexte général de la Mauritanie

La république islamique de Mauritanie est située entre le 15<sup>e</sup> et le 27<sup>e</sup> parallèles Nord et couvre une superficie de 1.030.000 km<sup>2</sup>.

Elle est limitée au Nord par le Sahara Occidental et l'Algérie, à l'Est par le Mali, au Sud par le Sénégal et le Mali et à l'Ouest par l'océan atlantique. Plus de la moitié du territoire national est désertique et faiblement peuplée.

La zone sahélienne s'étend d'Ouest en Est sur une bande de 200 km traversant le pays sur sa partie Sud. Au Centre et au Nord, le relief est constitué de massifs montagneux tels ceux de l'Adrar et du Tagant qui culminent entre 400 et 800 m.. A l'exception de la plaine alluviale du fleuve Sénégal au Sud appelé Chemama, le reste du pays est constitué en grande partie d'alignements dunaires qui, lorsqu'il pleut, se couvrent de pâturages et où se pratiquent les cultures pluviales.

Le climat saharien au Nord et sahélien au Sud est généralement chaud et sec. Les maximas dépassent 44° C en mai - juin pour des minimas pouvant descendre à 10° C en janvier et février. La saison des pluies qui conditionne en grande partie la production agro-pastorale est très hétérogène dans le temps et dans l'espace. Elle s'étend en général sur une période de 4 mois de juin en septembre avec une pluviométrie de 400 mm/an dans la région du Guidimakha et dans le reste du pays avec une pluviométrie inférieure à 300 mm/an. Durant les 20 dernières années, deux grandes sécheresses ont été enregistrées 1984 – 1985 et 1991 – 1992 où la pluviométrie a été inférieure de 35 à 70 % par rapport à la moyenne.

Le réseau hydrographique est entièrement fossile, excepté le fleuve Sénégal qui présente un régime d'écoulement permanent, même si ses deux principaux affluents, le Gorgol et le Karakoro, s'assèchent en amont durant certaines périodes de l'année.

Les lacs sont rares. Les deux lacs de R'kiz et d'Aleg restent les plus importants. Toutefois, de nombreuses petites sources prennent naissance aux pieds des falaises de l'Adrar, du Tagant de l'Assaba et du Hodh el Gharbi.

En bordure de l'océan Atlantique, les sebkhas sont des étangs salés alimentés par une nappe aquifère peu profonde et par intermittence des venues maritimes.

Au plan démographique, la population mauritanienne comptait 2.493.000 habitants en 1998 pour une densité moyenne de 2,4 habitants par km<sup>2</sup>. Cette population est très contrastée entre le Nord désertique où la densité est de 0,4 habitants/km<sup>2</sup> et la zone du fleuve Sénégal où elle atteint 20 habitants /km<sup>2</sup>.

Plus de 50% des Mauritaniens vivent encore en dessous du seuil de pauvreté, celui-ci étant fixé à 53.841 UM<sup>6</sup>/an soit 147,5 UM/jour. Les ruraux représentent 76,3% des pauvres.

La Mauritanie compte 217 communes dont 163 rurales. Les communes constituent des entités autonomes incontournables pour toutes les actions de développement durable et communautaire.

Sur le plan administratif, le pays compte 13 Wilayas (régions administratives) couvrant 53 Moughataas<sup>7</sup>. Les wilayas sont dirigées par des walis<sup>8</sup> et les Moughataas par des hakems<sup>9</sup>.

---

<sup>6</sup> Uguya mauritanien (monnaie locale)

<sup>7</sup> Préfecture.

<sup>8</sup> Gouverneur

<sup>9</sup> Préfet

## **Le projet de communication participative en appui au Projet pilote de lutte contre la désertification et la pauvreté dans la wilaya<sup>10</sup> du Brakna – Moughataa<sup>11</sup> d'Aleg, commune de Mâle**

Face à l'ampleur de la sécheresse, les populations semblent désarmées. A tel point qu'elles ont opté pour les migrations vers des régions plus hospitalières.

L'objectif global visé à travers le PCP est la lutte contre l'ensablement et le déboisement.

### **Généralités sur le Brakna**

Le projet s'exécutera dans la Wilaya du Brakna, d'une superficie de 33.000 km<sup>2</sup> avec une population estimée en 1995 à 220.345 habitants.

Cette Wilaya se trouve à 250 km à l'Est de Nouakchott sur l'axe bitumé Nouakchott – Néma. Elle est limitée au Nord par le Tagant, à l'Ouest par le Trarza, au Sud par le fleuve Sénégal et à l'Est par l'Assaba.

Les types de sols représentés au Brakna sont extraits de la carte pédologique générale de la Mauritanie (UNSO 1981) et sont au nombre de douze imbriqués les uns dans les autres et font du Brakna, du point de vue pédologique, la région la plus hétérogène de Mauritanie.

La classification des sols suivant la carte des unités agrophysiques (USAID 1981) donne les résultats suivants :

- 9% de la superficie du Brakna est soumise à un climat désertique (50 à 100 mm d'eau/an).
- 64% de la superficie dans la zone saharo-sahélienne (100 à 200 mm d'eau /an).
- 27% de la superficie dans la zone sahélienne (200 à 300 mm d'eau / an).

Dans la zone saharo-sahélienne, les sols sont constitués de sables profonds donc des sols aptes à un aménagement sylvo-pastoral. Sur le plan agricole, ce sont les sols alluviaux à texture moyenne et fine, situés dans le bassin versant de l'Oued Ketchi qui confèrent à cette zone, un certain potentiel agricole, quitte à y aménager les eaux de surface.

Dans la zone sahélienne type, ce sont des sols sablonneux profonds, affectant à cette zone un bon potentiel de production aussi bien sur le plan forestier que pastoral. Sur le plan agricole, ce sont surtout les sols alluviaux le long du fleuve, qui confèrent au domaine sahélien du Brakna, un grand potentiel agricole.

Sur la base des données climatiques disponibles sur une période de 30 ans (1971 – 2000), la Wilaya du Brakna subit une détérioration des conditions climatiques qui se traduit par :

- Une diminution des quantités de pluie.
- Une augmentation de la fréquence des périodes sèches.
- Une augmentation de l'évaporation.

Cette détérioration s'accompagne d'autres phénomènes tels que :

- Ensablement des infrastructures socio-économiques.
- Dégradation des sols.
- Disparition de la flore et de la faune.

### **Zone d'intervention du projet**

Les activités du projet se déroulent dans la commune de Mâle et couvrent 6 villages :Egueni, Dhiba 1, Dhiba 2, Lemoudou, Blekhtair et Erredh. La population de ces villages est estimée à

---

<sup>10</sup> Région

<sup>11</sup> Préfecture

5.300 habitants en majorité constituée de femmes et d'enfants. La population active présente peut être estimée à 1.700 personnes.

Ces villages distants les uns des autres de 1 à 18 km constituent un pôle de développement où peuvent s'articuler plusieurs activités notamment :

- La lutte contre l'ensablement qui menace les habitations des villages et les infrastructures socio-économiques (écoles, diguettes, etc.).
- La protection et restauration des gommiers qui jadis offraient des revenus importants aux populations.
- La collecte des eaux de surface par des diguettes pour les cultures pluviales et maraîchères en période sèche.

Avant les sécheresses dont le cycle a commencé à partir de 1973, ces villages disposaient de ressources naturelles abondantes (pâturages, bois, gomme et autres produits de cueillette). Les activités reposaient essentiellement sur l'élevage et l'agriculture pluviale dont les excédents de production sont vendus sur les marchés locaux pour l'achat des biens de consommation nécessaires à la vie des ménages.

Les sécheresses successives ont décimé le bétail, dénudé les sols qui, sous l'action des vents forts et fréquents, se sont ensevelis de dunes vives venant du Sahara, hypothéquant ainsi le potentiel économique des villages (zones agricoles, pistes rurales, points d'eau, zones pastorales etc) obligeant la majorité de la population à émigrer vers les centres urbains à la recherche du travail.

Avec le retour des pluies au début des années 90, l'espoir est né chez les populations qui ont commencé petit à petit à lutter contre la désertification grâce à l'appui des services techniques de l'Etat et certaines ONGs. Les activités engagées ont concerné les domaines suivants :

- Les cultures derrière les diguettes
- La protection des infrastructures contre l'ensablement
- La protection des pâturages contre les feux de brousse
- La protection des gommiers contre les coupes et la carbonisation

Malgré la sécheresse exceptionnelle de 2001-2002, ces villages disposent encore d'un potentiel économique important qu'il est nécessaire de développer et gérer rationnellement.

### **Les partenaires de l'ANDS**

L'ANDS a comme principaux partenaires :

- la fédération luthérienne mondiale (FLM), une ONG internationale
- la direction de l'environnement et de l'aménagement rural à Nouakchott.
- la délégation régionale MDRE au Brakna.
- Les populations des six villages cibles
- L'Initiative Régionale pour l'Environnement Mondial (IREM/ CILSS).

La FLM fournit un appui financier de 5 000 000 d'UM portant sur :

- Contribution au fonds de roulement = 1 030 000 UM
- Fonctionnement = 2 400 000 UM
- Matériel horticole = 1 570 000 UM

Le MDRE facilite l'encadrement technique à travers son personnel local et la fourniture de vivres dans le cadre des activités de reboisement appuyées par le volet 'Vivres Contre Travail' du Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Les populations assurent la main-d'œuvre (évaluée à 550 UM / Hj ) et contribuent au fonds de roulement pour 500 UM / habitant.

L'ANDS contribue pour 13 000 000 UM, ainsi répartis :

- Mise à disposition d'un véhicule tout terrain estimé à 7 000 000 d'UM
- Fonctionnement = 4 000 000 d'UM
- Configurations informatiques = 900 000 UM
- Mission identification = 100 000 d'UM
- Contribution au fonds de roulement = 1000 000 d'UM

## **2. Diagnostic**

### **2.1. Activités menées**

Ici, les populations se consacrent essentiellement aux activités suivantes : élevage, agriculture, artisanat, activités génératrices de revenus (boucherie, boulangerie)

### **2.2. Identification des problèmes**

Le site est confronté à :

- L'ensablement des infrastructures socio-économiques (habitations, digues, champs..).
- La dégradation des sols et des pâturages.
- La disparition de la faune et de la flore.
- La faible technicité des producteurs
- L'analphabétisme
- Difficultés d'écoulement de la production agricole et artisanale liées à l'enclavement et à la faiblesse des revenus

### **2.3. Solutions envisagées**

- Forage
- Lutte contre la divagation des animaux (grillage)
- Renforcement de capacités des artisanes locales
- Renforcement du centre vétérinaire en matériels et médicaments pour favoriser la fixation des éleveurs qui migrent vers d'autres zones plus favorables à leur cheptel.
- Formation sur les techniques de production et de plantation

### **2.4 Problèmes de communication**

L'analyse des difficultés a fait ressortir les points suivants :

- Faible aptitude, voire absence de connaissances sur les techniques de reboisement, de fixation des dunes, de restauration des pâturages...
- L'accès à l'information et la mise en contact avec les :
  - services techniques capables d'appuyer la réalisation des activités
  - partenaires financiers intéressés à appuyer les initiatives communautaires identifiées

- le manque de concertation entre les acteurs locaux (communautés, autorités administratives, traditionnelles, partenaires au développement..)

### ***3.Objectifs de communication***

Avec l'appui du PCP, les communautés ont décidé de mener des activités tendant à satisfaire les objectifs suivants :

- Former 10 à 15% des éleveurs sur la mise en défens pour une meilleure protection des pâturages à Lemoudou et villages environnants
- 100 à 120 familles adoptent les foyers améliorés pour lutter contre la déforestation
- Former 50 agriculteurs du comité villageois de Lemoudou en techniques de protection des cultures contre les criquets et les oiseaux granivores.
- Maîtriser les méthodes traditionnelles de lutte contre les feux de brousse pour la protection des pâturages dans les zones de Lemoudou pendant la campagne 2006 – 2007
- ..... villageois de Lemoudou adoptent les méthodes appropriées de fabrication et conservation des cuirs et peaux.
- .... les populations de Lemoudou sont formées en techniques de collecte, conservation, emballage et stockage. de la gomme arabique
- la Communauté de Lemoudou maîtrise les techniques de lutte contre l'ensablement pour une fixation mécanique et biologique de 10 ha de dunes vives pour protéger le barrage durant la campagne 2005 -2006
- Former 5 femmes par village en techniques de maraîchage pendant la campagne 05-06

### **4. Groupes/cibles**

- Comité inter villageois
- Artisans
- Agriculteurs
- Eleveurs
- Coopératives féminines
- Autorités traditionnelle, religieuse, administrative

### **5. Plan d'action**

(annexe 1 p.21)

## Le projet de communication participative en appui au projet de réhabilitation d'un espace communautaire dégradé à Baréïna

L'objectif global visé à travers le projet est l'amélioration des conditions de vie des populations par la stabilisation des dunes et la protection contre l'envahissement.

### 1. Généralités sur la commune de Bareina

La commune de Bareina fait partie des régions qui ont le plus subi les effets de la sécheresse. Elle est située à 130 km au Nord de Rosso (chef lieu de la Wilaya du Trarza), à 28 km au Nord-Ouest de R'kiz (chef-lieu de la Moughataa) et à 208 km de Nouakchott (capitale du pays).

La commune compte 37 000 habitants répartis dans 19 villages. Elle couvre une superficie de 6 400 km<sup>2</sup>. La capitale de la commune, Bareina, abrite 7.068 habitants. Sa population est essentiellement composée de Maures.

Les activités socio-économiques sont dominées par l'élevage, le commerce et l'agriculture. Le profil historique de la commune de Bareina est marqué lors des années 70 et 80 par une grande sécheresse durant laquelle la collectivité a été envahie par les dunes de sable détruisant ainsi un grand nombre de maisons.

Face à cette situation difficile, des projets de fixation des dunes (au moyen de *prosopis juliflora*), ont été initiés en 1983-1984.

Ces interventions ont permis d'avoir des résultats importants comme le reboisement d'un périmètre de 108 ha dont 100 ha ont été réalisés par l'ONG ADD.

Cependant, l'évaluation de ces actions montre un certain nombre de limites relatives au choix de l'espèce végétale. D'une part, le choix d'une espèce conciliant la fixation des dunes et un apport de revenus s'avère plus judicieux dans un contexte marqué par la faiblesse des revenus des ménages.

D'autre part, la localisation des plants de *prosopis juliflora*, à quelques mètres des premières maisons du village, fait que les villageois ne disposent donc pas d'espace nécessaire à une extension du village. De plus, les arbres commencent à présenter certaines maladies et leurs grandes exigences en éléments nutritifs et en eau empêchent l'implantation d'une culture maraîchère, indispensable à l'équilibre alimentaire de la communauté.

Un projet pilote a donc suivi en 1994, initié par l'ADD avec l'appui de la coopération française. Il s'agissait de remplacer le *Prosopis juliflora* par l'*Acacia senegal*. L'aptitude de cette espèce à pousser dans la région n'est plus à démontrer. Avant les années de sécheresse, elle y prospérait. Les dunes ainsi reboisées ne sont plus apparentes. Dans ce périmètre, on ne voit plus un paysage dunaire, mais un couvert végétal dense. Autour des *Acacias senegal*, un écosystème riche s'est installé avec tout un cortège floristique et faunistique.

Outre cette diversité biologique, cette réalisation bien gérée représente une source pérenne de revenus pour les populations locales. La production et la vente de la gomme arabique sont très favorables au développement local et incitent ainsi les jeunes à vivre dans leur terroir.

Fortes des résultats positifs enregistrés sur les périmètres de reboisement déjà existants, les populations de BAREINA se sont mobilisées, en achetant un terrain dégradé inter-villageois d'une superficie de 140 ha, pour continuer la restauration des terres dégradées dans leur terroir. Ce terrain, situé aux bordures des habitations, nécessite un traitement commun et intégral pour parer efficacement contre l'ensablement des habitations. L'engagement de la population à restaurer ce terrain tient ainsi de l'homogénéité de celui-ci en matière d'aménagement ; une mise en valeur partielle de cette terre provoquera une réorientation directionnelle des vents, par conséquent des dunes de sable qui vont envahir avec plus de force les zones d'habitation non couvertes par l'aménagement en cours.

La restauration de ces terres permet, non seulement d'arrêter l'ensablement des habitations, mais aussi génère des revenus par la cueillette de gomme arabique produite par l'*acacia senegal*.

## **2. Diagnostic**

Le diagnostic a permis de ressortir les activités principales de chaque site, d'identifier les difficultés et leurs causes ainsi que les solutions que chaque groupe préconise pour les redresser.

### **2.1 Activités menées**

Dans la commune rurale de Baréïna, les populations se consacrent surtout aux travaux suivants : l'élevage, l'exploitation forestière, l'artisanat, le commerce.

### **2.2 Identification des problèmes rencontrés**

Ce sont :

- Menace sur les habitations du village (ensablement)
- Insuffisance de matériel pour l'arrosage
- Pluviométrie insuffisante et irrégulière
- Canalisation inadaptée (éloignement et élévation du site de reboisement par rapport au château d'eau)
- Insuffisance de l'encadrement
- Divagation des animaux
- Coupe abusive des arbres
- Surpâturage
- Maladies respiratoires engendrées par les fumées des fours traditionnels à bois.

### **2.3 Solutions envisagées**

Après un large débat, les populations ont préconisé les actions suivantes, face aux problèmes rencontrés :

- Restauration des terres dégradées
- Forage + château d'eau plus élevé
- Gardiennage des sites à protéger
- Conduite des animaux aux pâturages
- Utilisation des foyers améliorés
- Faire un forage + canalisation
- Alphabétisation
- Introduction des foyers améliorés

### **2.4 Problèmes de communication**

Il ressort des échanges que la commune :

- manque de compétences locales et de savoir-faire pour la lutte contre l'ensablement,
- ne dispose pas d'informations sur les partenaires techniques et financiers travaillant dans le domaine de l'hydraulique rurale
- a besoin d'informations sur les énergies alternatives au bois (solaire, éolienne, gaz...)
- a besoin d'améliorer l'implication des populations dans la gestion des ressources naturelles face à leur dégradation accélérée liée à une croissance démographique (retour massif des migrants attirés par les aménagements en cours).

### 3. Objectifs de communication

Avec l'appui du PCP, les communautés ont décidé de mener des activités tendant à satisfaire les objectifs suivants :

- Les membres du comité de gestion maîtrisent les méthodes de plantation des arbres en milieu dunaire en période de contre saison et s'équipent en 10 mois en matériel d'arrosage adéquat.
- 60 à 70 familles de Bareina utilisent des foyers améliorés en une année.
- les propriétaires de bétail les gardent en captivité la nuit et les conduisent le jour en dehors du périmètre de reboisement afin de protéger les arbres et arbustes.
- les partenaires au développement apportent un appui financier à l'amélioration des systèmes d'irrigation dans les différents sites de fixation des dunes d'ici deux ans.
- les partenaires s'engagent à restaurer 40 hectares de terres dégradées qui menacent considérablement les infrastructures et les habitations de Bareina au cours des deux années à venir.

### 4. Groupes/cibles

- Maire
- autorités religieuse et coutumière
- comité de gestion
- femmes
- éleveurs
- boulangers
- bailleurs de fonds.
- Services techniques

## Burkina Faso

Au Burkina, le PCP a apporté son appui aux services techniques de l'Etat représentés par les directions provinciales de l'environnement et du cadre de vie dans quatre sites correspondant aux sites partenaires de la 1<sup>ère</sup> phase :

- Béli
- Padéma
- Ouarkoye et
- Toumousséni.

Toutefois, si le site du Béli a été retenu pour la 2<sup>e</sup> phase, il faut souligner l'arrivée d'un nouveau partenaire, la direction provinciale de l'environnement et du cadre de vie de Gorom-Gorom à la place de l'association Walde Ejeef.

Il s'agit dans ce pays de consolider les acquis de la 1<sup>ère</sup> phase conformément aux recommandations de la table-ronde de partage des résultats du PCP en 2002. C'est ce qui explique la reconduction des sites :

**1. Région du fleuve Béli :** gestion participative et durable des ressources partagées de cette zone.

**Partenaires** : la Direction provinciale de l'environnement et du cadre de vie de Tin-Akoff

**2. Forêt de Toumousséni** : organisation des populations des villages riverains de la forêt pour une gestion participative et durable.

**Partenaire** : la Direction provinciale de l'environnement et du cadre de vie de la Comoé.

**3. Département de Padéma.** L'appui du projet a été la mobilisation des populations riveraines pour une bonne gestion et protection des berges du fleuve Mouhoun.

**Partenaires** : la Direction provinciale de l'environnement et du cadre de vie du Houet, PDRI/HKM

**4. Département de Ouarkoye.** appui à la formation des populations et autres agents techniques à la gestion des feux de brousse dans le département de Ouarkoye (Mouhoun).

**Partenaires** : La Direction provinciale de l'environnement et du cadre de vie du Mouhoun,

## Contexte général du pays

Le Burkina Faso est situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest entre 9°20' et 15° de latitude Nord et entre 5°30' de longitude Ouest et 2°30' de longitude Est. Il couvre une superficie de 274 000 km<sup>2</sup>.

Soumis à un environnement défavorable, le Burkina Faso est classé parmi les pays les moins avancés de la planète. Selon le classement annuel 1998 du PNUD, il occupe la 172<sup>e</sup> place avec un indicateur du développement humain de 0,219, juste avant le Niger, l'Éthiopie et la Sierra Léone. Le revenu moyen annuel par habitant était estimé en 1995 à 140 000 FCFA. Dans les campagnes, il ne dépasse guère 56 000 FCFA (100 \$US), sauf dans les zones où se développent les produits de rentes comme le coton où il atteint 85 000 FCFA (150 \$US).

L'accroissement annuel de la population diminue lentement et se situe actuellement à 2,64%. La densité moyenne du pays, qui est de 38 habitants/km<sup>2</sup>, cache de fortes disparités. Elle varie de moins de 10 habitants/km<sup>2</sup> dans la province de la Kompienga (6 habitants/km<sup>2</sup>), à près de 100 habitants/km<sup>2</sup> dans celles du Centre (Kadiogo, Boulelémou et Kouritenga) et à plus de 300 habitants/km<sup>2</sup> dans les grandes villes (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso principalement).

La migration est une caractéristique majeure de la population burkinabè. Entre 1985 et 1991, les migrations ont touché près de 10 % de la population. Elles sont spontanées (individuelles ou familiales) ou liées à la recherche de meilleures conditions de vie ou organisées sous le contrôle de l'État vers des zones aménagées.

Le climat, de type soudano-sahélien, est caractérisé par des variations pluviométriques considérables, allant d'une moyenne de 350 mm au Nord (climat sahélien) à plus de 1 000 mm au Sud-Ouest. La saison des pluies s'étale sur trois à sept mois selon les régions. Le taux d'évapotranspiration est élevé (plus de 2 000 mm par an). Près de 65% du pays est situé entre les isohyètes 500 et 800 mm. La pluviométrie est sujette à de fortes irrégularités inter annuelles et depuis le début de la décennie 1970, le Burkina Faso connaît une sécheresse chronique dont les phases les plus critiques ont été les années 1973-1974 et 1983-1984. Cette succession de périodes de deux années sèches consécutives, a contribué à une modification du milieu naturel et à la désertification.

Les fleuves, en dehors de la Comoé et d'une partie du Mouhoun, s'assèchent la majeure partie de l'année. Les nappes phréatiques sont peu profondes. Leur potentiel est en diminution en raison de la baisse progressive de la pluviométrie et de l'accroissement du ruissellement.

# Le projet de communication participative en appui à la gestion participative et durable des ressources partagées du Béli

## 1. Le Béli

Département frontalier avec le Mali dans sa partie Nord et avec le Niger à l'Est, Tin-Akoff dispose d'un des meilleurs pâturages de la province de l'Oudalan. Le fleuve le Béli, qui traverse le département d'ouest en est, constitue le principal attrait des éleveurs des départements riverains du côté burkinabè tout comme celui des villages frontaliers du Mali et du Niger.

Grâce à ce fleuve s'est développée une forêt d'épineux tout au long des berges et un fourrage riche, beaucoup apprécié par les troupeaux. Jadis fréquenté que par les éleveurs téméraires du fait de la présence de fauves (lions, hyènes, chacals), ce pâturage connaît aujourd'hui une affluence de troupeaux en provenance d'autres provinces, de départements de l'Oudalan ainsi que des villages riverains des pays frontaliers.

Très fragile, parce que constituée d'épineux et enregistrant un déficit pluviométrique, la végétation de Tin-Akoff court le risque de dégradation rapide du fait d'une surexploitation. Le fleuve, jadis profond se transforme à partir de janvier en un lit de chapelets à cause de l'ensablement et du nombre élevé des troupeaux. De plus en plus des champs et des jardins encombrant les berges. Le manque de pistes à bétail donnant accès au plan d'eau fragilise davantage cet écosystème.

Sur le plan faunique, le département qui était une zone de chasse de prédilection, à cause de la variété des animaux (gazelles, phacochères, lions, hyènes, variétés d'oiseaux), enregistre la diminution de cette faune. Des explications fournies, il ressort que les animaux sauvages, fuyant le braconnage anarchique, sont soit décimés, soit allés chercher refuge dans les pays voisins. On y rencontre toujours degazelles, des phacochères, des hyènes, des chacals et beaucoup d'oiseaux (pintades, perdrix, outardes, autruches).

Deux groupes sociaux exploitent le pâturage de Tin-Akoff : les Kal-Tamacheck et les Fulbe ou Peulh. Cohabitants de longue date, les deux groupes parlent le Tamacheck et le Peulh.

L'élevage constitue l'activité économique dominante. Mais tout le monde s'adonne également à l'agriculture. Ainsi l'espace villageois se subdivise en zones pastorales et en zone de culture.

Situés en hauteur, les champs occupent, d'habitude, les dunes. Mais avec les multiples sécheresses, les berges du fleuve se voient occupées par les zones de culture. Variant en fonction des saisons, les pâturages vont des dunes aux berges du fleuve.



Constitués majoritairement de paillotes, les villages changent d'emplacement en fonction des saisons. Implantés dans les champs en saison sèche, ils occupent les clairières, zone de prédilection pour les pâturages en hivernage. Donc chaque village possède plusieurs sites d'implantation.

Mais avec la construction des écoles, des villages se sédentarisent et certains habitants possèdent des maisons en banco.

Dans chaque village se pratique un artisanat utilitaire œuvre des « Gargassa » qui jouent le rôle de forgerons et de cordonniers. Ils sont des spécialistes de la maroquinerie et travaillent avec dextérité le bois et le fer.

Des saisonniers originaires du Mali et du Niger pratiquent la pêche. Des groupes minoritaires originaires d'autres départements de l'Oudalan font du jardinage sur les berges du fleuve.

En 2001, le département de Tin-Akoff possédait une préfecture, un poste de police, un service d'Élevage, un service de l'Environnement et des Eaux et forêt, un poste de santé et deux écoles primaires (Tin-Akoff et Kacham-Est).

Sur le plan organisationnel, chaque village possède un chef traditionnel et un responsable administratif villageois (RAV). Il arrive qu'une même personne joue les deux rôles. En dehors de Tin-Akoff, les autres villages ne possédaient pas d'associations. Les premières associations ayant vu le jour dans tous les 8 villages sont les comités de gestion des banques de céréales (CBC) installés en 2000 par Walde Ejef dans le cadre du Projet transfrontalier le Béli. Cette association a également à son actif la mise en place, en 2000, d'un cadre de concertation départemental. Décentralisé, le cadre comporte dans chaque village des cellules correspondant aux différents domaines d'activités : élevage, agriculture, faune, pêche, femmes et jeunes. Mais cette structuration n'a pas été fonctionnelle jusqu'au début du PCP.

## **2. Le diagnostic**

### **2.1. Activités menées**

l'élevage, l'agriculture, l'artisanat, le commerce, la pêche, le maraîchage, la carbonisation.

### **2.2. Identification des problèmes**

- Insuffisance d'eau, de pâturage/Mortalité des animaux
- Dégradation des terres
- Divagation des animaux

- Manque de semences améliorées, de produits phytosanitaires
- Manque de matériels adaptés
- Problème de débouchés
- Manque de source de financement
- Ensablement du fleuve Béli
- Braconnage
- Mutilation des espèces végétales
- Tarsissement précoce des points d'eau
- Problème d'écoulement du poisson, de conservation des produits
- Problème d'organisation des acteurs
- Faible maîtrise des techniques de production
- Problème d'écoulement.

### **2.3. Solutions envisagées**

- Récupération des glacis
- Organisation et formation des éleveurs, des artisans
- Recherche de débouchés
- Réglementation de l'utilisation du pâturage (surtout pour les étrangers)
- Formation en technique de confection de fosses fumières et de cordons pierreux
- Acquisition de semences améliorées
- Désenclavement
- Création de caisse populaire
- Recherche de partenaire financier
- Protection des berges
- Création de piste à bétail
- Organisation, formation et appui dans la lutte contre le braconnage
- Formation des femmes en technique de fumage
- Formation des femmes en technique de production de charbon et mesure de protection à observer.

### **2.4. Problèmes de communication**

- la gestion anarchique des pâturages
- la faible connaissance sur les techniques de plantation, de confection de fosses fumières et de compostage
- absence notoire de compétences en :
  - o Techniques de surveillance des aires de protection de la faune
  - o Technique de production du charbon
  - o Technique de fumage du poisson et de conservation
  - o En organisation communautaire

### **3. Objectifs de communication**

Avec l'appui du PCP, les communautés ont décidé de mener les activités suivantes :

- Renforcer les capacités techniques de 18 pépiniéristes d'ici le 31/12/2005 pour la protection des berges et la récupération des terres
- Porter à 70 % le taux de la population de 9 villages riverains ayant compris les causes et les effets néfastes de la dégradation des berges du Béli d'ici mars 2006
- Augmenter à 50 % la production des terres agricoles par l'utilisation de la fumure organique dans 9 villages d'ici avril 2006.
- Réduire de 80% la mortalité infantile liée aux accouchements dans 9 villages d'ici janvier 2007
- Dynamiser le cadre de concertation départemental (17 membres) d'ici octobre 2006.

- Opérationnaliser le cadre de concertation d'ici le 31/12/2006 par une rencontre de concertation/mois

### **3.1. Groupes/cibles**

- Pépiniéristes
- Leaders d'opinion
- Autorités religieuses et coutumières
- Membres des sous-commissions environnement, élevage, agriculture, hydraulique et foncier.
- Accoucheuses villageoises
- Membres du cadre de concertation
- Vendeuses de poissons
- Producteurs

### **3.2. Plan d'action**

(annexe 3 p 47)

# Le projet de communication participative en appui à la gestion participative et à la protection des berges du fleuve Mouhoun

## 1. Le site de Padéma

Le département de Padéma a des ressources naturelles intéressantes, parmi lesquelles le fleuve Mouhoun qui le traverse au Nord. Ce fleuve présentait une végétation dense sur ses berges. La ressource en eau était aussi abondante et permanente toutes les saisons. Cela servait aux populations pour les divers besoins.

Le peuplement de la localité dû au mouvement migratoire à partir des années 1980 jusqu'à nos jours a eu un effet négatif sur les ressources notamment sur les berges du fleuve. On assiste aujourd'hui à leur ensablement de ces derniers et une déforestation de la végétation dû à l'action de la population.

Le département de Padéma est situé dans le bassin versant du fleuve Mouhoun. 9 villages administratifs composent le département avec une vingtaine de hameaux de culture. Parmi les 9 villages administratifs, 7 sont des villages riverains du fleuve Mouhoun.

Le recensement de 1996 actualisé donne une population de 46.939 habitants au total. Cette population est composée essentiellement d'autochtones Bobo, des migrants Mossi, Samo, Dafing, et Peuls.

L'organisation sociale repose sur la tradition. Le foncier est géré par des familles qui en sont propriétaires. Les vieux ou les chefs de famille propriétaires terriens donnent la terre à celui qui la demande contre souvent un poulet pour des sacrifices. La succession au poste de chef de terre se fait par héritage. Il en est de même que la chefferie du village.

Quant aux coutumes, elles sont exercées à l'échelle d'un village par un vieil homme désigné à cet effet. Là aussi la succession se fait dans la lignée en fonction des âges.

Fortement agricole, cette population est aussi organisée en groupe de producteurs, notamment dans le domaine de la production cotonnière. D'autre part, des groupes d'entraide existent en hivernage. Le but est de s'aider mutuellement dans les travaux champêtres. Quelques campements peuls existent dans le département, certains sont regroupés dans des associations reconnues.

La cohabitation entre éleveurs-agriculteurs pose souvent des problèmes. Chaque village a un délégué administratif qui est l'intermédiaire entre l'administration publique et la population. Le RAV travaille de concert avec le chef de village.



La dégradation accentuée des berges du fleuve a attiré l'attention du PDRI/HKM en 1997 au démarrage de sa deuxième phase. La collaboration entre l'environnement et le PDRI a conduit à un voyage d'étude à Bérégadougou et à la mise en place d'un comité départemental de gestion des berges.

Des actions de reboisement des berges ont été réalisées :

- Semi-direct de graines d'anacarde sur les berges en 1998 ;
- plantation de 4.000 pieds de bambou et de 2.000 pieds d'anacardier en 1999 et en 2000.

Ces actions ont été suivies d'une tentative de libération des berges, sans succès. Les insuffisances à l'origine de cet échec sont :

- la non maîtrise de la problématique posée ;
- le manque de communication entre les acteurs ;
- l'absence de règles de gestion des berges.

## **2. Le diagnostic**

### **2.1. Activités menées**

l'agriculture, l'élevage, le maraîchage, la production des plants, la pêche, la fabrication du savon.

### **2.2. Identification des problèmes**

- Dégradation des terres
- Coût élevé des fertilisants
- Insuffisance d'aire de pâturage et de points d'abreuvement
- Absence de banque locale
- Insuffisance d'équipement (grillage, matériel de production)
- Mévente des productions agricoles
- Insuffisance des ressources en eau et en poisson

### **2.3. Solutions envisagées**

- Lutte anti-érosive
- Reboisement
- Stabulation des animaux/ Création de fosses fumières

- Lutte contre les feux
- Lutte contre l'ensablement des plans d'eau
- Recherche de bailleurs de fonds
- Améliorer l'équipement
- Réhabilitation de la voie
- Subventionner le coût du matériel de pêche
- Protéger les berges par l'aménagement
- Connaître la législation et les textes en vigueur

#### **2.4. Problèmes de communication**

Ils se résument à l'accès très faible à l'information et au savoir en matière de :

- Lutte anti-érosive
- technique de plantation
- gestion et maîtrise des feux
- de production des plants et technique de reboisement
- aménagement de périmètre maraîcher
- technique de pêche et d'entretien du matériel

#### **3. Objectifs de communication**

Avec l'appui du PCP, les communautés ont décidé de mener les activités suivantes :

- Informer 70% de la population de 10 villages, de l'autre rive concernée sur les méfaits de l'occupation anarchique des berges dans les départements de Satiri, Bama et Békuy d'ici février 2006.
- Renforcer l'effectif et la capacité d'intervention des membres du cadre de concertation départemental d'ici mars 2006
- les populations de 17 villages quittent les berges du Mouhoun d'ici septembre 2007
- Créer 10 comités de gestion des berges dans les villages des nouveaux départements

#### **3.1. Groupes/cibles**

- Agriculteurs
- Eleveurs
- Pêcheurs
- Comité de gestion des berges
- Membres du cadre de concertation
- Autorités coutumières et religieuses
- Femmes
- Hommes
- Jeunes

#### **3.2. Plan d'action**

(annexe 2 p 47)

# Le projet de communication participative en appui à la gestion participative et de la forêt de Toumousséni

## 1. Le site de Toumousséni

Classée par le colonisateur le 05 juillet 1935, la forêt de Toumousséni se situe à cheval entre les départements de Banfora et de Soubakaniédougou. Sa superficie est de 2 500 hectares. C'est une forêt avec une végétation assez dense comportant plusieurs strates végétales telles, des savanes boisées, des savanes arborées, des savanes arbustives, des savanes herbeuses et des galeries forestières. En plus de ces potentialités ligneuses, il existe aussi un important tapis graminéen attirant de nombreux pasteurs nomades et transhumants pour les pâturages. Ce tapis graminéen est annuellement ravagé par les feux de brousse.

On peut enfin noter, la présence d'une plantation d'essai, d'environ 25 hectares, composée essentiellement d'essences exotiques. En dépit de la dégradation du couvert végétal, la forêt dispose toujours de ressources acceptables (fourrage, matériel ligneux, sous-produits forestiers).

Les quatre villages riverains de la forêt classée (Soubaka, Toumousséni, Djongolo et Tagnana), comptent 11.909 habitants selon le recensement général de la population de 1996. Trois ethnies cohabitent avec une prédominance caractéristique dans chaque village :

- Des Goin à Soubaka et Tagnana,
- Des Turka à Toumousséni,
- Des Karaboro à Djongolo,
- Des Peulh et quelques migrants Mossi d'installation récentes.

La religion principale est l'animisme suivi de l'islam et du christianisme.

Sur le plan de l'organisation sociale du terroir, on peut retenir entre autres que :

- La structure sociale est basée sur la famille au sens large,
- L'accès à la terre s'obtient par l'héritage et le mariage
- L'absence des femmes lors des grandes décisions alors qu'elles représentent la principale force de travail du terroir.

L'économie est basée sur l'agriculture caractérisée par :

- Une absence de pression sur les terres agricoles
- Une obligation de travailler sur les champs familiaux
- L'organisation de travaux communautaires libres par les sociétés de travail ou "ton"
- La faiblesse de l'encadrement technique, l'archaïsme des techniques, des moyens et des méthodes agricoles.

Un élevage traditionnel autochtone peu important et un élevage peul organisé en groupements où les techniques modernes de gestion commencent à être utilisées associant une agriculture qui se mécanise progressivement.

L'organisation coutumière quant à elle, repose sur un pouvoir dont le chef de terre en est le premier responsable. Le responsable administratif de village (RAV) est élu dans chaque village et fait office de chef de village lorsque cette fonction n'est pas cumulée par le chef de terre. Le RAV est aidé dans sa tâche par les notabilités du village.

La chefferie traditionnelle du terroir a moins d'emprise que dans les villages Mossi.



## **2. le diagnostic**

### **2.1. Activités menées**

l'agriculture, l'élevage, l'apiculture, l'exploitation des produits ligneux et la carbonisation.

### **2.2. Identification des problèmes**

- Insuffisance des terres, des pâturages et d'eau
- Appauvrissement des sols
- Rareté des pluies
- Absence de pistes à bétail
- Insuffisance de matériel apicole

### **2.3. Solutions envisagées**

- la création d'un cadre de concertation
- la production du beurre de karité et du miel
- la sensibilisation sur les défrichements contrôlés et la pratique de DRS/CES<sup>12</sup>
- le reboisement des espaces dégradés
- la création de forêts villageoises
- le renforcement des capacités des acteurs
- la dynamisation des groupements et la création de l'UPGGF
- l'animation des émissions radio sur la gestion des feux, les zones d'approvisionnement de bois et autres actions de LCD
- l'organisation d'un voyage d'études et d'échanges au Béni et sur le chantier aménagé de BOGNOUNOU.
- La concertation la promotion d'activités génératrice de revenus
- Production de fourrage
- Création de points d'eau

## **3. Objectifs de communication**

Avec l'appui du PCP, les communautés ont décidé de mener certaines activités tendant à satisfaire les objectifs suivants :

- Renforcer l'organisation des GGF et GCB en vue de favoriser une meilleure participation aux activités d'Aménagement et de Gestion de la FCT d'ici la fin 2007 à Toumousséni
- Renforcer les capacités de 50 acteurs en vue d'une réelle appropriation des activités d'aménagement et de gestion d'ici 2007 à Toumousséni
- Promouvoir des activités génératrices de revenus (apiculture, production de plants) en vue d'améliorer les conditions de vie des acteurs d'ici Octobre 2006

### **3.1. Groupes/cibles**

- GGF

---

<sup>12</sup> défense et restauration des sols/conservation et entretien des sols

- GCB
- Femmes, jeunes, adultes

### **3.2. Plan d'action**

(annexe 2 p 47)

# Le projet de communication participative en appui à la gestion des feux de brousse dans le département de Ouarkoye (Mouhoun)

## 1. Le site de Ouarkoye

30% du territoire brûle tous les ans avec des conséquences incalculables pour la végétation, les sols, les animaux et les hommes dans la Boucle du Mouhoun. En mars 1997, un forum national sur le thème des feux de brousse a réuni toute la nation et c'est là que les responsables coutumiers et différents responsables se sont engagés à soutenir la politique nationale de gestion des feux de brousse. En 1997 et 1998, le ministre de l'environnement et de l'eau a, lui même, remis officiellement des vélos dans les villages pour les aider dans la lutte.

Avant le démarrage des activités du projet de communication participative en appui aux actions locales et communautaires de lutte contre la désertification, le site de Ouarkoye dans le domaine des ressources naturelles, était caractérisé par :

- Le recul des superficies forestières résultant principalement des feux de brousse et des défrichements liés à l'extension des terres de cultures et l'agriculture itinérante ;
- La très faible régénération de la végétation, causée principalement par les feux de brousse persistants ;
- L'érosion accélérée des berges des cours d'eau ;
- La réduction des produits de cueillette ;
- La baisse de la fertilité des sols ;
- L'occurrence des feux élevée (61% des superficies brûlés/an)
- L'insuffisance des pâturages.

Les populations du département de Ouarkoye sont comme la majorité de celles de l'Ouest du pays, des sociétés acéphales où la chefferie a peu de prise sur les populations. Le pouvoir, la gestion des ressources est entre les mains du chef de terre qui attribue la terre, notamment à travers les familles autochtones. Les coutumes restent vivaces et réglementent la vie sociale.

Les canaux traditionnels de communication sont : les marchés qui ont lieu par semaine ou tous les trois jours ; les lieux de culte ; les mariages, baptêmes, les cabarets assez nombreux dans la zone.

Ces dernières décennies ont vu l'arrivée de migrants venus surtout du plateau central, ce qui a provoqué une augmentation significative des surfaces cultivées et introduit dans certains villages, de nouveaux modes de gestion des ressources naturelles.

Les populations du site de Ouarkoye, avant le PCP, et face à la dégradation des ressources naturelles, n'étaient pas en mesure de planifier et d'exécuter un programme de gestion des feux. Aussi, les populations observaient-elles une indifférence face à la propagation des feux de brousse. En raison, sans doute de la méconnaissance des méthodes pratiques pour gérer les feux.

## 2. Le diagnostic

### 2.1. Activités principales menées

Culture de coton, petite irrigation, apiculture, pêche, exploitation forestière, chasse, élevage.

### 2.2. Identification des problèmes rencontrés

- Acquisition de terres
- Appauvrissement des sols
- Ramassage du coton,
- Non respect des normes techniques, etc.
- Insuffisance d'équipement
- Dégradation des ruchers
- Non maîtrise des techniques apicoles
- Rareté du poisson
- Eloignement des zones d'approvisionnement
- Insuffisance du matériel de transport (charrette)
- Rareté des animaux sauvages
- Manque de pâturage et de points de d'eau

### **2.3. Solutions envisagées**

- Accessibilité des intrants et pesticides
- Respect des normes techniques
- Recherche d'appui financier
- Organisation des producteurs
- Restauration des berges
- Adoption des nouvelles techniques de pêche
- Création, aménagement des zones de coupe
- Organisation et formation des acteurs de la filière
- Reconstitution de l'habitat de la faune
- Implication de toute la population dans les activités
- Disponibilité en eau
- Aménagement des pâturages
- Intensification de l'élevage

### **3. Objectifs de communication**

Avec l'appui du PCP, les communautés ont décidé de mener les activités suivantes :

- Renforcer l'organisation des GGF et GCB en vue de favoriser une meilleure participation aux activités d'aménagement et de gestion de la FCT
- Renforcer les capacités de 50 acteurs en vue d'une réelle appropriation des activités d'aménagement et de gestion
- Promouvoir des activités génératrices de revenus (apiculture, production de plants) en vue d'améliorer les conditions de vie des populations.

#### **3.1. Groupes/cibles**

- groupements de gestion forestière
- apiculteurs
- autorités coutumières et religieuses
- femmes
- éleveurs
- agriculteurs

## Le Tchad

Comme au Burkina, le PCP est à sa 2<sup>e</sup> phase au Tchad. Il s'agit aussi de renforcer les acquis engrangés durant la 1<sup>ère</sup> phase qui a couvert trois sites pour une dizaine de mois :

**1. Bol.** Appui à la participation des femmes dans l'exploitation des parcelles aménagées de la SODELAC (Société de développement du Lac Tchad)  
Partenaire : SODELAC



**2. Doum-Doum.** Appui à la lutte contre l'ensablement des polders en partenariat avec le Projet de développement rural de Doum-Doum.

**3. Linia.** Appui à la lutte contre le déboisement dans la banlieue de N'Djamena précisément à Linia. Avec comme mesure d'accompagnement, l'alphabétisation des femmes en crédit rural.

Partenaire : Darna (ONG tchadienne)

## Contexte général du pays

Situé au centre septentrional du continent, le Tchad est occupé aux deux tiers par le désert, le tiers restant étant couvert de steppes et de savanes.

Cinquième pays le plus grand d'Afrique, il s'étend sur 1.284.000 km<sup>2</sup> entre les 7<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> parallèles de latitude Nord et les 13<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> méridiens de longitude Est. Il fait frontière avec la Libye, le Niger, le Nigeria, le Cameroun, la république centrafricaine et le Soudan.

Le territoire est caractérisé par quatre régions bioclimatiques dominées par le Sahara au Nord, suivi des zones sahéniennes, soudanienne et guinéenne en direction du sud, où la pluviométrie est plus importante et peut atteindre jusqu'à 1 200 mm/an.

La zone saharienne représente près de 47% du territoire ; la pluviométrie dans cette région aride est faible, à peine 100 mm par an. Un nombre restreint d'espèces ligneuses caractérisent la zone sahénienne dont l'acacia (acacia tortils). Située entre les isohyètes 350 et 950 mm, la zone sahénienne occupe environ 27% de la superficie du pays : c'est le domaine de la savane arbustive et de la steppe représentée par les différentes espèces d'acacia et de graminées. La zone soudanienne représente approximativement 15% du territoire et se retrouve au-dessus de l'isohyète 950 mm. Les nombreuses plaines inondables du bassin du Chari et du Logone contribuent à créer un climat tropical humide où, la savane arborée composée de palmiers (*hyphena* spp, etc.) et de rônier (*borassus* spp) se distinguent en compagnie des graminées (*andropogon gayanus*, *huparrhenia rufa*, etc.). Enfin la zone guinéenne, qui couvre 11% du pays ou 150 000 km<sup>2</sup>, est caractérisée par une forêt claire avec de nombreuses forêts galeries. Les conditions climatiques et environnementales prédominantes imposent certaines contraintes à l'agriculture de subsistance (céréales, légumineuses, oléagineux) et de rente (coton) ainsi qu'aux activités pastorales fondées en partie sur la transhumance.

Les terres à vocation agricole (culture sèche, culture de décrue et en irrigation) occupent 18 millions d'hectares tandis que celles à vocation pastorale représentent 36 millions d'hectares. Vu son essor de 1990, la culture de la gomme arabique risque de devenir une avenue intéressante sur le plan agricole mais également du point de vue environnemental, si elle devient une alternative valable dans la lutte contre la désertification.

Les activités pastorales représentent une ressource fondamentale pour l'économie tchadienne. On estime, selon une projection faite à partir du recensement de 1976, le cheptel à près de 5,8 millions de bovins, à 5,1 millions de caprins, à 2,3 millions d'ovins, à 1,1 million de camelins, à 356 980 asins et à 338 767 équins.

Les activités de pêche concentrées autour des plans d'eau permanents du pays contribuent également de façon significative à l'économie nationale et aux exportations.

Dans le domaine de la faune, pour conserver et exploiter rationnellement les ressources fauniques, le Tchad dispose de 2 parcs nationaux et de 11 réserves de faunes répartis sur l'ensemble du territoire. Le parc national de Zakouma avec ses 300.000 hectares et la réserve de faune du Barh Salamat sont importants à la fois par leur superficie et leur potentiel de conservation. Toutefois, ce patrimoine a été sévèrement affecté par le braconnage des dernières années.

## *Le projet de communication participative en appui au projet de développement rural de Doum-Doum*

### *1. Le site de Doum-Doum*

Située au Sud-Est de la préfecture du Lac, la sous-préfecture de Doum-Doum couvre une superficie de 2.647 km<sup>2</sup>. Elle est limitée au Nord, au Nord-Est et à l'Est par la préfecture du Kanem, au Sud par la préfecture du Chari-Baguirmi, au Nord-Ouest et à l'Ouest par la préfecture de Bol, chef-lieu de la préfecture du Lac.

DOUM-DOUM se trouve à 100 km de Bol et à 200 km de N'Djaména. Sa population est estimée à 1.000 habitants.

Le climat de la région est considéré comme sahélo-sahélien et se caractérise par l'alternance d'une longue saison sèche qui comprend : une période fraîche (octobre en février), une période chaude (mars en juin) et une saison des pluies qui va de juillet en septembre. Les températures moyennes se situent autour de 22°C pour la période froide et, de 32°C pour la période chaude et la saison des pluies.

Les pluies précoces, appelées « pluies des mangues » tombent en avril ou mai. Généralement, il est établi que dans la zone de Doum-Doum, les pluies sont faibles et mal réparties. Seul le mois d'août, est réputé pluvieux avec des précipitations moyennes annuelles comprises entre 100 et 200 mm durant les cinq dernières.

La végétation de la région est très clairsemée sauf dans quelques rares ouadis et polders où l'on peut encore rencontrer des formations assez denses de couvert végétal, d'arbustes et de quelques arbres. Les espèces dominantes sont les épineux de type acacia et le palmier doum.

La sécheresse, conjuguée à l'intervention de l'homme, favorise jour pour jour la dégradation de la végétation avec comme conséquence, l'extension des poches de désertification. De plus, les polders et ouadis, situés en bordure des dunes sont menacés par l'ensablement. Un véritable problème auquel fait face le projet de développement de la région de Doum-Doum (PDRD) avec l'appui du PCP (Projet de communication participative).

### *2. Le diagnostic*

*(non parvenu)*

*Plan d'action de communication*

(voir en annexe 3 p.79)

# **Le projet de communication participative en appui à la participation des femmes dans l'exploitation des parcelles aménagées de la SODELAC**

## *1. Le site de Bol*

Créée en 1962 après son détachement de la préfecture du Kanem dont le chef-lieu est Mao, la préfecture du Lac avec comme chef-lieu Bol, tire son nom du grand lac Tchad. Située entre le 13<sup>ème</sup> et le 14<sup>ème</sup> parallèle, elle s'étend sur 22.230 km<sup>2</sup>, soit 1,7% du territoire national. Elle est limitée au Nord-Est par le Kanem, au Sud par le Chari-Baguirmi et le Cameroun, au Sud-Ouest par le Nigeria et, au Nord-Ouest par le Niger. La population de la préfecture est constituée des ethnies Kanembou, Boudouma, Kouri et Haddad auxquelles s'ajoutent quelques transhumants arabes ou étrangers à la recherche des terres fertiles. La ville de Bol est située dans la zone des grands polders tels Guini, Berim, Tandal et Mamdi.

Au lac Tchad, la terre n'appartient pas de manière claire à celui qui la met en valeur. Mais, comme la région est fortement islamisée, la terre appartient théoriquement à Dieu. Dans les faits, la terre appartient à la communauté villageoise ou au clan qui s'est installé le premier sur le territoire. C'est ainsi que les chefs de village et chefs de terre restent les principaux responsables de la terre. Ils sont chargés à ce titre par le chef de canton :

- de partager la terre entre les villageois ;
- d'attribuer des parcelles à ceux qui en font la demande ;
- de veiller aux cérémonies rituelles ;
- de verser les redevances après les récoltes des champs en tant que représentants des villageois.

Les paysans du village ont leurs terres sur les dunes, dans les polders et les ouadis dont ils gardent le droit d'usage ; toutefois, la vente de la terre est apparemment inexistante voire prohibée.

## **2.1 Activités menées**

élevage, pêche, commerce, artisanat, agriculture

## **2.2. Identification des problèmes rencontrés**

- Entretien du périmètre
- Ensablement
- Insuffisance d'eau pour l'irrigation
- Conservation des produits des récoltes (céréales)
- Difficulté de tenue des cahiers
- Outils de pêche non réglementaires
- Disparition des espèces animales sauvages et des poissons et les mortalités
- Taxes abusives non réglementées.

## **2.3. Solutions envisagées**

- Production de plants et plantations
- Alphabétisation fonctionnelle des membres du bureau
- Information sur les dangers d'utilisation des mailles prohibées
- Organiser et sensibiliser sur la nécessité consulter les vétérinaires
- Construction des magasins et acquisition des produits

- Recherche de moyens d'exhaures
- Connaissances sur les droits et devoirs du citoyen

#### **2.4. Problèmes de communication**

Les populations ont identifié un déficit en information et/ou formation sur :

- les techniques appropriées de forage et l'identification des sites à forer
- l'importance du stockage et de l'utilisation des produits phytosanitaires
- l'importance de l'alphabétisation
- l'importance des brises vents dans la fixation des dunes
- le nettoyage des canaux d'irrigation (intérieur et extérieur des canaux, bordure des périmètre.
- mise en place des comités ou groupements (gestion, organisation)

#### **2.5. Objectifs de communication**

(en cours d'élaboration, non parvenu)

*Le projet de communication participative en appui  
au projet de lutte contre le déboisement à Linia*

La proximité de la capitale Ndjaména exerce une pression accrue sur les ressources naturelles. C'est dans cette banlieue que les habitants prélèvent le charbon bois nécessaire à la cuisine. Ce qui a fortement fragilisé l'écosystème à travers la carbonisation. En outre, l'augmentation des cours mondiaux de la gomme arabique a exposé les gommerais à une exploitation anarchique.

L'intervention du PCP a pour but :

- augmenter la production agricole, par le moyen de la lutte contre le déboisement.
- d'améliorer la scolarisation des enfants et l'accès aux soins de santé primaires.

### **1. Présentation du site de Linia**

Il couvre trois cantons de la sous-préfecture rurale de N'Djaména, capitale du Tchad : Kadada, Elfass et Maï-ache pour une superficie de 10.000 kilomètres<sup>2</sup>.

Totalement enclavé, le port le plus proche qui le relie à la mer est celui de Douala au Cameroun situé à 1 500 km de N'Djaména.

Situé à l'est de N'Djaména, il est relié à cette ville par une route de 35 km non bitumée et en mauvais état en saison des pluies. Il faut environ une heure de route pour rallier la capitale. La zone compte 55.964 habitants dont 51,06% de femmes et 48,04% d'hommes.

La pluviométrie de la zone (450 à 500 mm/an pendant les bonnes saisons) favorise les cultures céréalières (millet, sorgho de diverses variétés) et de légumineuses (arachide, niébé) auxquelles s'adonne la population. Les échanges commerciaux entre la ville de N'Djaména et les marchés locaux de la zone sont basés sur les produits agricoles et forestiers.

C'est aussi la zone d'approvisionnement en charbon de bois des habitants de la capitale, d'où un prélèvement très élevé. Depuis quelques années, la gomme arabique est aussi devenue un produit de rente prépondérant dans les transactions internationales. L'élevage de gros bétail (bovins, camélins, équins) et de petits ruminants) constitue la deuxième richesse de la zone sans oublier l'artisanat qui apporte un appoint non négligeable notamment aux femmes.

### **3.1 Activités menées**

agriculture, élevage (bovins, ovins, caprins, volailles), commerce

### **3.2 Identification des problèmes rencontrés**

- Faible production agricole
- Maladies animales
- Alimentation
- Mortalité très élevée de la volaille
- Faibles revenus des producteurs
- Analphabétisme
- Coupe des arbres
- Perception illicite de taxes

### 3.3. Solutions envisagées

- Variétés précoces de semences
- Parcage des animaux
- Pratique de jachère
- Capture et brûlure des insectes
- Utilisation de Tétracycline et d'engrais chimiques
- Recours aux remèdes traditionnels :
  - Salasala (piment dans l'eau)
  - Cucurbitacée (concombre sauvage Feuille de neem (macération dans l'eau Ovins- caprins)
  - Association du thé vert bouilli à la tétracycline pour injection

#### Fournir l'alimentation au bétail

- Stockage de foin
- Tourteaux

#### Faciliter l'exercice des activités commerciales

- recours aux autorités locales.

### 3.4. Problèmes de communication

On note généralement un déficit, voire une absence totale d'informations, de connaissances ou d'aptitudes sur les points suivants :

- Techniques culturales
- Dressage des bœufs attelés
- Techniques d'épandage
- Importance du parcage des animaux
- Collaboration et bonne cohabitation entre agriculteurs/éleveurs.
- Collaborations avec les services techniques
- Technique de stockage de foin
- Technique d'administration de tourteaux
- Droits et Devoirs du citoyen.
- Respect des normes et dosage
- Importance des soins de santé primaires
- l'intérêt de scolariser les enfants (filles et garçons)
- Gestion des écoles communautaires

### 3.5. Objectifs de communication

Avec l'appui du PCP, les communautés ont décidé de mener les activités suivantes :

- Informer 60% de producteurs adultes de Daralsalam, Amdjouada, Maloumri et Gonori sur les techniques culturales d'ici mars 2006
- Former 60% des hommes et des femmes de 4 villages ciblés sur les techniques culturales d'ici mai 2006
- Accroître de 50% le taux d'adoption des nouvelles techniques culturales dans 4 villages, d'ici novembre 2006.
- Informer 65% des hommes et des femmes de 4 villages sur l'importance des soins de santé primaires d'ici février 2006 ;
- Former 08 auxiliaires de santé femmes et hommes de 4 villages d'ici avril 2006 ;
- Informer 60% des hommes et femmes adultes sur l'intérêt de scolariser les enfants (garçons et filles) de 4 villages d'ici novembre 2005.

- Former 4 comités des associations des parents d'élèves en techniques de gestion des écoles communautaires d'ici fin janvier 2006.

## La Gambie

Parteners of PCP are NGOs : ADWAC<sup>13</sup> and MMAP<sup>14</sup> with the coordination of NBD<sup>15</sup> in Kerewan.

**ADWAC** is here to complement the efforts of government in national development. The activities of ADWAC are as follows : Agricultural sector, Health, Adult education and credit facilities. They are operating in central and lower Badibou, Jokadu and Upper and Lower Nuimi. The project also assist women and children in terms of health, environmental cleanliness. The activity of the project reaches children at school to sensitise them to be selective, when they go out to fetch for firewood. Poverty is also a contributing factor to deforestation.

The agricultural and natural resources sector collaborates with forestry to create awareness to prevent deforestation and we also collaborate with Soil and water management unit to combat water retention and salt intrusion problems. ADWAC has reclaimed over 500 hectares of rice land and also provide seeds to farmers.

ADWAC assists women and children in the four basic areas.

**Methodist Mission** is divided in four categories : Church, Health, Agricultural, Education.

The agricultural sector focuss attention on the tree production, in the form of orchards to complement governments effort in the combat against desertification. The project started in western division by assisting communities in vegetable production (orchard), then after relaising that the effect of desertification is higher in NBD and CRD, started operating in NBD in the form of tree planting. In NBD, MMP collaborates with Njawara Agricultural training centre and concern universal to form one NGO. Concern universal sponsors trainees to NATC, Methodist mission recommends trainers to be trained and NATC responsible for the training.

### 1. Background information

#### Land

It is a small west african state surrounded by the republic of Senegal on all sides except on the Atlantic coastline.

It lies between latitude 13° 0' and 14° 0' N. A narrow strip of flat land measuring about 11,295 square km, The Gambia extends inland for about 400 km to the Futa Jallon highlands in the republic of Guinea Conakry. The country is bisected into two parts by the river Gambia, one of Africa's most navigable waterways. Either side of the river Gambia, the country is no more than 45 km in wide.

#### Climate

---

<sup>13</sup> Agency for development of women and children

<sup>14</sup> Methodist mission agricultural programme

<sup>15</sup> north bank division

The Gambia is one of the Sahelian countries. Its sub-tropical climate is characterized by a dry season, which lasts from November to May, with temperatures of 68 o F- 81 o F, and a rainy season from June to October brings hotter weather.

The sahelian drought has affected the pattern and volume of rainfall for the past three decades, creating erratic and unseasonal rains and in most years, reduced rainfall.

The Gambian economy is heavily reliant on rain fed agricultural production; these adverse conditions are having a negative effect on agricultural production are eroding farmer's productivity and overall purchasing power .

## **Demography**

The population of the Gambia according to the 1993 census was about 1,025,867. Over three quarters of the population were in the rural areas deriving most of their livelihood from agriculture and related activities. Owing to the high population growth rate of 4.2 % per annum, the Gambia has a population density of 96 persons per square km, one of the highest in Africa.

## **2. Présentation of sites**

We have six sites :

- M'bolet Ba (Lower Niumi District)
- Maka Bala Manneh (Lower Niumi District)
- Chila Jurunku (Upper Niumi District)
- Lamin (Upper Niumi District)
- N'darammeh (Jokadou District)
- Jamagen (Jokadou District)

## **North bank division as the site for the participatory communication project**

### **Physical characteristics**

The North Bank Division (NBD) is situated on the northern river bank of the Gambia and has a total surface area of 2,255 km<sup>2</sup>.

About 1,529.5 km<sup>2</sup> or 68% is cultivable, which is the lowest percentage of all the five divisions. It comprises the six districts of lower and upper Niumi, Jokadou, and lower, central and upper Baddibu with a total of 322 villages.

The identified villages where the pilot participatory communication project will cover are the following:

### **Demographic characteristics**

The total population (1993) of NBD is about 156,462 of which 114,367 (73%) form the farming population.

The six rural villages as above have been selected from three districts in the west of North bank division for the PCP and has a grand total population of 6,007 people who are predominantly farmers. More than half of them are women farmers.

#### **2.1 M'bolet Baa site. Lower Niumi district**

The village of M'Bolet Baa is situated on the Barra /Arndalie highway, about 5 km from the commercial centre of Barra town opposite the city of Banjul.

The population is mainly the ethnic Serer tribe estimated at 1,111 people of whom more than 95% are farmers.

Despite the village's proximity to the commercial centre of Barra, M'Bolet Baa with mixed tribes but predominantly Serer still remains socially and culturally cohesive.

Being agrarian professionals with vast fertile agricultural lands, the people of M'Bolet Baa grow all the major crops cultivable in the country.

The emergence of horticultural development as a diversified strategy to step up income generation and mitigation against other upland crop failures makes M'Bolet Baa people quite productive and resilient.

#### **a) Main activities**

- Provision of water facilities hand pumps (stand pipes)
- Application of fertilizer
- Tree planting
- Contouring
- Tree planting
- Provision of farm implement

#### **b) Main problems**

- Inadequate water supply
- low soil fertility
- Deforestation
- Inadequate farm implements

#### **c) Solutions**

- Provision of more water points
- Contour farming
- Provision of fertilizer
- Crop rotation
- Agro forestry
- Tree planetary exercise to be conducted by villagers
- Provision of more farm implement

#### ***d)Communication objectives***

- To create awareness of the important of clean water
- Majority trained on soil management
- To create awareness of the forest majority to be train on tree plantiry
- For people to be aware of the importance of farm implement

### **2.2. Maka Bala Manneh site. Lower Niomi Distric**

It is a tiny hamlet with a population of about 470 people who are predominantly famers.

This village is settled by the Wollof tribe and is located 3 km north of N"dugu kebbeh where regular weekly market days are conducted throughout the year.

The village of Maka Bala Maneh has made significant strides over the years in natural resource management practices leading to increased agricultural production and productivity of their farmlands.

### **2.3. Chila Jurunku site, Upper Niimi District**

If progressive farmers are to be identified, they will be in Chila Jurunku. The people are serious and highly receptive to positive changes particularly in agricultural development.

The ethnic tribe is Wolof and its population is estimated at 2,422 people of whom 90% are active farmers. They cultivate mainly groundnuts, millets, maize, and recently vegetables. This village is situated on the Hakalang feeder road 13 km south of Kuntair (the former district authority village of the late renowned head chief, Alhaji Abu Khan).

### **2.4. Lamin site, Upper Niimi District**

The population of Lamin is around 873 people. Their livelihood is dependent mainly on agriculture. In the recent past and now, these people have had a lot of land reclamation, soil and water conservation communal activities.

They have been recognized to be well organized and pioneers in vegetable production and orchard development in the area. Lamin too is located on the Hakalang feeder road of the Niimis about 4 km from the District Extension Centre of the Department of Agricultural Services in Bakindik.

### **2.5. N'Darameh site. Jokadou district**

N'Darameh Joka is a typical Wolof ancient village said to be one of the earliest settlements in the division. It has a socially cohesive population of roughly 439 people who are all versatile in modern farming techniques.

The village is 14 km from Jokadou Dasilameh on the Barra Kerewan highway in the north. The non-formal adult literacy school run by the village with the assistance of the Agency for the Development of Women and Children, ADW AC has been associated with their high rate of receptivity to social development and agricultural advancement particularly of women. Despite holding some high esteem of traditional fabrics, and cultural beliefs, the people of N'Darameh Joka are not left behind in the strive and race for socio-economic advancement.

The customary drums of the ancient Wolof tribe are still instrumental in socialization festivities and traditional participatory communication.

### **2.6. Jamagen site, Jokadou district**

The village which is named Jamagen, meaning in the Wolof language; "Peace is best" is situated on and bisected by the Barra Kerewan Highway some 4 km west of Kuntair, late head chief: Abu Khan's home village.

The settlers here strongly believe in sustainable farming in order to attain lasting food security without which "peace is best" shall never prevail and be enjoyed.

The population of the village is 692 people, most of whom are active farmers and have vast farmlands.

#### **a) Main activities**

- Agricultural production.
- Petty trading.

#### ***b) Main problems***

- Low soil fertility.
- Inadequate seeds and fertilizers.
- Inadequate farm implement.
- Felling trees/ deforestation.
- Inadequate water supply.
- In availability of grining machine (groundnut )
- Access to health facilities.
- Inaccessibility to phone (communication accessories).
- In availability of drama training.
- no reliable market for groundnut.
- Poor sanitation.
- Lack of production land area for rice.
- Inadequate farm land.
- Vegetable marketing.
- Pest infestation.

### **c) Communication problems**

- fertilizer access & application
- collection and application of municipal manure
- agro forestry
- crop rotation
- contour farming
- controlled bush fires
- Fertilizer application methods & management

### **Perspectives**

#### **➤ Introduction de la CPD dans les institutions nationales et régionales de formation des agents du développement**

Actuellement, le PCP mène des activités ponctuelles d'appui à des partenaires pour l'appropriation de la CPD. L'objet ultime, c'est d'intégrer définitivement la CPD dans les stratégies de développement. Celui-ci passe sans doute par son appropriation dans les institutions de formation.

Le document de projet transmis aux responsables du CILSS a reçu leur aval.

Avec l'appui technique du CRDI, les compétences locales existantes formées par le CRDI peuvent lancer l'activité.

Mais, il n'en demeure pas moins que les ressources financières restent à réunir pour la mise en oeuvre de cette activité.

#### **➤ Formation des programmes du CILSS en CPD**

Le processus est en cours.

#### **➤ Publication du document de la 1<sup>ère</sup> phase du PCP**

Le document de capitalisation de la 1<sup>ère</sup> phase du PCP est prêt pour l'impression. Le processus de sélection de l'imprimerie a été lancé. Le document sera publié courant 2005.

## Recommandations

- Cibler les responsables au niveau central dans les pays pour les former en CPD. C'est un maillon privilégié pour l'adoption de politiques et de stratégies de développement.
- Différer d'une dizaine de mois la clôture du projet. Les activités sur le terrain débuteront probablement à partir de janvier 05. En supposant que les activités de terrain seront arrêtées en décembre 06 pour préparer les évaluations, elles n'auront duré que 12 mois. Comme la 1<sup>ère</sup> phase. Un an semble assez juste dans le temps pour obtenir des résultats durables et permettre l'appropriation communautaire de la CPD. L'évaluation de la phase I l'avait souligné.
- Veiller à ce que deux phases successives de projet s'enchaînent rapidement pour éviter les ruptures préjudiciables à l'ancrage et à l'appropriation de la CPD.
- Introduire les modules de la CPD dans le cursus des institutions nationales et régionales de formation des agents du développement rural pour pérenniser la communication participative dans les pays.
- Veiller à consacrer plus de temps aux activités de terrain dans l'élaboration du cadre temporel des projets futurs.
- Réajuster le budget du projet en tenant compte :
  - o de l'inflation et surtout du coût des transports qui a considérablement augmenté en raison de la hausse du prix du pétrole
  - o des coûts inhérents à l'évaluation finale du projet. La convention est muette sur ce point.

## Conclusion générale

Les sites retenus répondent parfaitement aux « profils » recherchés. Ils se situent tous dans les zones sahéliennes, aux écosystèmes fortement dégradés (Mauritanie, Tchad) ou en voie de dégradation (Burkina, Gambie).

Les populations commencent à s'organiser pour lutter contre la sécheresse et ses effets. Il faut souligner la disponibilité des autorités dans tous les pays ainsi que des partenaires techniques. Malgré une conjoncture difficile, les pays ont contribué dans l'organisation (prise en charge de l'hébergement des participants) aux ateliers. Ce qui a facilité la tenue des ateliers. Et témoigne de l'engagement des pays et des communautés.

Au total, dix projets plans d'action d'activités de communication ont été élaborés par les pays et sont prêts à être mis en œuvre. Pour la plupart, ils ont été élaborés par les représentants des communautés. La restitution des projets de plans d'action sera la prochaine étape. Elle sera l'occasion pour les communautés de s'approprier les plans d'action élaborés au cours des ateliers de formation par leurs représentants.

Exceptée la Mauritanie, tous les ateliers se sont déroulés en province, le plus proche possible des communautés. Les plans d'action sont le résultat de larges concertations organisées à la base. Les activités identifiées émanent directement des populations. Les animateurs se contentant d'organiser les débats et de faciliter la prise de parole. Il n'y a pas de doute, les plans d'action sont communautaires.

Les ateliers d'initiation et ceux de recyclage se sont déroulés dans des conditions similaires : durée et effort d'animation. A priori, on aurait pensé que les animateurs des pays pilotes sont suffisamment outillés et que l'atelier serait une révision générale, un survol des principaux concepts, ou un approfondissement de certains points. Tel ne fut pas le cas. D'où ces questions :

serait-ce la complexité du concept ? Le retard accusé dans le démarrage de la phase II ? La faiblesse du système du suivi-évaluation durant la phase I qui n'a pas pu combler les lacunes initiales ? Autant de questions qu'on est en droit de se poser et auxquelles on tentera d'apporter des réponses pendant cette phase.

Il faut reconnaître aussi que l'exercice n'a pas toujours été facile au début, mettre ensemble des techniciens et des communautés, des femmes et des hommes, des jeunes et des vieux, des ruraux et des citadins... aux visions souvent différentes ou aux intérêts apparemment opposés. La persévérance et la disponibilité des uns et des autres ont permis de surmonter les obstacles. Les débats, souvent houleux, aboutissent toujours à un consensus.

Nous sommes ici dans une matière très complexe, le mental. S'il est aisé d'achever la construction d'un pont, d'une école ou l'aménagement d'un périmètre irrigué en 3, 6 mois ou plus selon la taille de l'ouvrage, il est en revanche plus difficile de modifier les attitudes ou comportements humains en un temps donné. Ce sont des actions qui doivent s'inscrire dans la durée, au besoin les répéter plusieurs fois, pour les ancrer.

